

COMMUNAUTE de COMMUNES de COMMERCY – VOID - VAUCOULEURS
ASSEMBLEE GENERALE du 20 juin 2017

Objet : Motion Zone de Revitalisation Rurale

L'an deux mille dix-sept, le vingt juin, à vingt heures trente, les Délégués des communes adhérentes à la Communauté de Communes de Commercy - Void - Vaucouleurs, convoqués le 12 juin 2017, selon les règles édictées par le Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis à Vaucouleurs.

Etaient présents :

Boncourt sur Meuse : MIDENET Eric

Bovée sur Barboure : LEROUX Dominique

Boviollles : LIGIER Jean-Pierre

Brixey aux Chanoines : TRAMBLOY Jean Marie

Broussey en Blois :

Burey en Vaux : CAUMIREY Dominique

Burey la Côte : LANGARD Jean Michel

Chalaines : SANCHEZ Christine *suppléante de HOCQUART Patrick*

Champougny :

Chonville Malaumont : LANTERNE Bruno

Commercy : BARREY Patrick, CAHU Gérald, CARE Florent, DABIT Annette, GUCKERT Olivier, LE BONNIEC Alain, LEFEVRE Jérôme, LEMOINE Olivier, PAILLARDIN Delphine, RICHARD Suzel, THIRIOT Elise, VAUTRIN Jean-Philippe

Cousances les Triconville :

Dagonville :

Epiez sur Meuse : HENRION Mauricette

Erneville aux Bois : DRUPT Hubert

Euville : FERIOLI Alain, HERY Joël, HIRSCH Philippe

Goussaincourt : LETONNE Claude *suppléant de BISSINGER Michel*

Grimaucourt pres Sampigny : COLLIGNON Daniel *suppléant de FILLION Jean-Charles*

Laneuville au Rupt : FURLAN Jacques

Lérouville : BRUNO Patricia, VIZOT Alain

Marson sur Barboure : PETITJEAN Joël

Maxey sur Vaise : DINTRICH Jean-Luc

Mécrin : MOUSTY Michel

Mélny le Grand : WAGNER Dominique

Mélny le Petit :

Ménil la Horgne : CONNESSON Jean-Claude

Montbras : BOILEAU Françoise *suppléante de THOMAS Claude*

Montigny les Vaucouleurs :

Naives en Blois : VAUTHIER Daniel

Nançois le Grand : SCHMITT Jean-Pierre *suppléant de ORBION Claude*

Neuville les Vaucouleurs : JACOB Bernard *suppléant de TIRLICIEN Alain*

Ourches sur Meuse : GUILLAUME Jean-Louis *suppléant de GUILLAUME François*

Pagny la Blanche Côte :

Pagny sur Meuse : MAGNETTE Jean-Marc, PAGLIARI Armand

Pont sur Meuse :

Reffroy : LECLERC Francis

Rigny la Salle : ASSADOURIAN Marc

Rigny Saint Martin : POIRSON Eliane

Saint Aubin sur Aire : FALLON Luc

Saint Germain sur Meuse : ANDRE Patrick

Saulvaux : LEROUX Patrice

Sauvigny : BESSEAU Frédéric

Sauvoy :

Sepvigny : LIEGAUT René

Sorcy Saint Martin : DELOGE Robert, MARTIN Franck

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

055-200066157-20170620-149-2017-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/07/2017

Taillancourt : MAZELIN François
Troussey : GUILLAUME Alain
Ugny sur Meuse : FIGEL Régis
Vadonville :
Vaucouleurs: DINE Régis, FAVE Francis, GEOFFROY Alain
Vignot : CHAFF Daniel
Villeroy sur Méholles : LAURENT Eddy
Void Vacon : GAUCHER Alain, BOKSEBELD Virginie
Willeroncourt : LAFROGNE Nicolas

Suppléant présent sans pouvoir de vote

Boviolles : SAMSOM Fabrice
Villeroy sur Méholles : DESOTEUX Gisèle

Absents

Broussey en Blois : BELMONT Stéphanie
Chalaines : HOCQUART Patrick
Champougny : VINCENT Eric
Commercy : BOUROTTE Liliane, BRETON Natacha, MAROTEL Jacques
Dagonville : WENTZ Dominique
Euville : GEROME-LOUE Léa
Goussaincourt : BISSINGER Michel
Laneuville au Rupt : FURLAN Jacques
Lérrouville : PORTEU Brigitte
Mélny le Petit : BOUCHOT Christian
Montbras : THOMAS Claude
Montigny les Vaucouleurs : NAJOTTE Sylvie
Nançois le Grand : ORBION Claude
Neuville les Vaucouleurs : TIRLICIEN Alain
Ourches sur Meuse : GUILLAUME François
Pagny la Blanche Côte : ROUVENACH Daniel
Pont sur Meuse : GRUYER Reynald
Sauvoy : THIRIET Philippe
Vadonville : BON Bénédicte
Vaucouleurs: GIANNINI Cédric
Vignot : BUCQUOY Régine, THOMAS Guylaine
Void-Vacon : LHERITIER Jean-Paul, ROCHON Sylvie,

Pouvoirs ont été donnés à :

VIZOT Alain de PORTEU Brigitte
GAUCHER Alain de ROCHON Sylvie
LECLERC Francis de GIANNINI Cédric
CARE Florent de MAROTEL Jacques
DRUPT Hubert de WENTZ Dominique
CONNESON Jean-Claude de BIZARD Michel
LEFEVRE Jérôme de BOUROTTE Liliane
CHAFF Daniel de THOMAS Guylaine
LEROUX Dominique de LEROUX Patrice

Secrétaire de séance : SANCHEZ Christine

Nombre de membres en exercice : 83
Nombre de membres présents : 63
Nombre de suffrages exprimés : 72
VOTES : Pour : 72
 Contre : 0
 Abstention : 0

Objet : Motion Zone de Revitalisation Rurale

20/06/2017 Délibération n° 149-2017

Le Conseil Communautaire à l'unanimité, vote la motion suivante.

La réforme des Zones de Revitalisation Rurale a été adoptée dans le cadre de la loi de Finances rectificative 2015 sur proposition du gouvernement.

Par courrier en date de 28 février 2017 Monsieur Jean-Michel BAYLET, Ministre de l'Aménagement du territoire, de la Ruralité et des Collectivités Territoriales, a informé de l'évolution de ce dispositif pour application au 1^{er} juillet dans « un souci de lisibilité, d'efficacité et de justice » afin de « cibler les territoires à la fois les plus ruraux et les plus en difficulté ».

La note de synthèse fournie précise, pour le département de la Meuse, une baisse du nombre de communes (- 22.6 %) et de la population concernée (- 28.6%).

Ce constat qui résulte de la stricte application de critères statistiques métropolitains sur le nouveau périmètre des structures intercommunales est en contradiction totale avec le discours tenu.

En effet, des territoires parmi les plus ruraux du Département sont désormais exclus du dispositif, quand bien même ceux-ci présentent des difficultés majeures.

A titre d'exemple, le territoire de la Communauté de Communes Entre Aire et Meuse – Triaucourt – Vaubécourt se trouve exclu pour une différence de 21 € sur le revenu médian soit 0.11 %. C'est également le cas des Communautés de Communes Val de Meuse-Voie Sacrée et Pays de Montmédy pour une différence de 1.6%. Ces zones très rurales ne présentent pas un dynamisme économique pérenne justifiant la sortie du dispositif ? Toutefois, elles peuvent porter des projets qui seraient dès lors impactés.

Cette situation, très préoccupante, est amplifiée par le fait que le département n'est plus en capacité d'intervenir sur la cible des ZRR que sont les TPE.

Elle constitue un coup dur aux perspectives de développement de notre département dont la plupart des territoires sont ruraux.

Aussi, les Elus demandent à ce qu'un moratoire soit mis en place pour réexaminer les critères et conditions de mise en œuvre d'une telle réforme.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdit.

Pour extrait conforme et attestation du caractère exécutoire.

Le Président



Francis LECLERC

Date de convocation : 12/06/2017

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.